

avec n'importe quelle arme qui leur tombe sous la main et sans se préoccuper du résultat. Mais ils ne sont pas en guerre; ils devraient plutôt se considérer comme les responsables d'une opération délicate sur le cœur économique de la nation, une opération qui réclame le maniement expérimenté du scalpel plutôt que la manipulation inconsidérée de la matraque. Le résultat de l'idée erronée que le gouvernement fédéral se fait de son rôle est d'amener la nation au seuil d'un désastre économique et d'y acculer un grand nombre de nos concitoyens.

Je pousse plus loin l'analogie avec la médecine et, passant de la chirurgie à la pathologie, je prétends qu'au lieu de traiter la situation inflationniste, le gouvernement fédéral s'est lancé dans la tentative facile et simpliste d'éliminer les symptômes de l'inflation. Ce faisant, il ne s'est pas seulement montré incapable de contrôler l'inflation, incapable de réduire les pressions inflationnistes, mais il a également amené le chômage au niveau le plus élevé que l'on ait connu depuis des années. Aujourd'hui, sur 1,000 personnes appartenant à notre population active, 66 n'ont pas d'emploi. Cela fait un peu plus d'un demi-million de gens. Cette situation est complètement inacceptable dans un État moderne et cela, de quelque angle qu'on l'envisage: économique, social ou moral.

Sous prétexte de combattre l'inflation, le gouvernement a appliqué des mesures qui ne font qu'augmenter le gaspillage et l'injustice. Il a calmement, délibérément, mis en œuvre des politiques qui ont augmenté le chômage, sous prétexte qu'elles serviraient d'arme contre l'inflation. Le gouvernement l'a fait, sachant que même des hausses minimales du pourcentage de la main-d'œuvre en chômage doivent se traduire en désorganisation et misère pour des milliers de Canadiens et leurs familles. Le Nouveau parti démocratique ne peut accepter cela comme fondement d'une politique rationnelle, pas plus qu'il ne peut accepter des mesures anti-inflationnistes qui traitent le secteur public de l'économie comme étant moins producteur et, par conséquent, plus facilement sacrifié que le secteur privé. Nous ne pouvons tout simplement pas admettre que de véritables solutions aux difficultés économiques résulteront de restrictions dans le secteur public en vue de permettre encore moins de discipline sociale qu'on en voit maintenant dans le secteur privé en réponse aux véritables priorités dans l'économie canadienne.

En outre, nombre de ceux qu'on raye des feuilles de paie du gouvernement fédéral, par mesure d'austérité, sont des gens dont le travail offrirait le meilleur espoir d'augmenter la productivité et les occasions d'emploi pour les autres—ce sont fondamentalement des cher-

cheurs scientifiques et des planificateurs. Leurs travaux portaient, dans bien des cas, sur les régions qui depuis plus longtemps que les autres sont désavantagées, et partant le plus éprouvées maintenant. Il est par trop évident que les restrictions du gouvernement fédéral ont freiné l'activité dans ces régions mêmes, alors qu'il faudrait la renforcer plutôt que la ralentir. Une des prémisses fondamentales en économie c'est qu'on risque de transformer l'inflation en crise économique pour bien des gens, sinon toute la population, en refusant de dépenser de l'argent pour accélérer un rendement essentiel et développer des activités de soutien.

Ce n'est ni une politique responsable ni une politique propice à remédier à une crise que de préconiser en même temps le maintien de la fonction publique essentielle et le progrès social et économique des gens désavantagés, d'une part, et d'autre part, de fastueux investissements dans des choses accessoires, comme de vastes et luxueux immeubles à bureaux ou des initiatives qui peuvent être facilement différées, comme le quatrième poste d'essence à un carrefour.

Le Conseil économique du Canada a exprimé clairement ses opinions sur les dangers de restrictions excessives et du ralentissement général du progrès essentiel. Les politiques économiques des gouvernements les plus progressistes de l'Europe comportent un engagement fondamental en ce qui concerne l'augmentation des dépenses affectées à la main-d'œuvre et au développement comme mesure déflationniste spécifique. De toute évidence, c'est une excellente politique déflationniste que d'améliorer les compétences des gens afin d'accroître la productivité et les capacités de la nation. Le succès économique dans un pays qui applique de telles politiques laisse entendre que la meilleure raison de les adopter ici au Canada est qu'elles donnent des résultats.

Mais le gouvernement actuel est incapable de comprendre une telle logique. Dans sa lutte contre l'inflation, il a imposé des restrictions à des services publics nécessaires, comme l'habitation, le réaménagement urbain, les services de santé, les travaux d'hiver et la lutte contre la pollution. Tout cela a été préjudiciable au pays et a abouti dans certains cas à de véritables absurdités. Par exemple, la hausse du coût des logements est un des principaux facteurs de la hausse du coût de la vie. Mais qu'a fait le gouvernement pour remédier à cette situation? A-t-il augmenté le nombre des logements disponibles pour faire baisser le prix de la construction domiciliaire? Non. Au lieu de cela, il a adopté des politiques qui provoquent une pénurie constante de logements convenables, laquelle